Sous-direction de la préfiguration

de l’agence ministérielle de gestion

Bureau des achats de prestations intellectuelles

**Cahier des clauses particulières valant acte d’engagement**

**N°2025\_000931\_SGA\_SDPAMG\_BPI**

|  |
| --- |
| **Service exécutant : D0975HB075**  **Code nomenclature CPV : 75220000-4 « Services de défense »** |

Passé selon une procédure adaptée en vertu des articles R. 2123-1 3° du code de la commande publique

**Objet du marché : Observatoire n°2026-04 intitulé : « Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques »**

Entre l’acheteur, d’une part, et

|  |
| --- |
| La société : ………………...,  Forme sociale: ………………...,  Capital social: ………………...,  Siège social: ………………...,  N° SIRET: ………………...,  Représentée par : …………………,  Agissant en qualité de ………………...  Adresse de messagerie électronique : |

d’autre part,

La société précitée est dénommée « le titulaire » dans les clauses qui vont suivre.

Le titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché et après avoir apprécié la nature et l’importance des prestations à réaliser, s’engage envers la personne publique, qui accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.

**OU DANS LE CAS D’UN GROUPEMENT TEMPORAIRE (groupement d’opérateurs économiques)**



|  |
| --- |
| La société : ………………...,  Forme sociale: ………………...,  Capital social: ………………...,  Siège social: ………………...,  N° SIRET: ………………...,  Représentée par : ………………...,  agissant en qualité de ………………...  adresse de messagerie électronique : |

|  |
| --- |
| La société : ………………...,  Forme sociale: ………………...,  Capital social : ………………...,  Siège social : ………………...,  N° SIRET : ………………...,  Représentée par : ………………...,  agissant en qualité de ………………...  adresse de messagerie électronique : |

d’autre part,

les sociétés ci-dessus, dénommées « le titulaire » dans les clauses qui vont suivre, la société *(à renseigner)*……………….., étant désignée comme « mandataire ».

**Pour l’exécution du marché, le groupement d’opérateurs économiques est :**

**conjoint OU  solidaire**

Les membres du groupement, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché et après avoir apprécié la nature et l’importance des prestations à réaliser, s’engagent envers la personne publique, qui les accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.

|  |
| --- |
| (Relevé d’identité bancaire –RIB - ou postal – RIP- à coller ci-dessous pour le titulaire / mandataire) |

|  |
| --- |
| (Relevé d’identité bancaire –RIB - ou postal – RIP- à coller ci-dessous pour le membre du groupement) |

**SOMMAIRE**

ARTICLE 1 – PIÈCES CONTRACTUELLES. 6

ARTICLE 2 - OBJET Du marchÉ. 6

ARTICLE 3 – DURÉE ET DÉLAIS D’EXÉCUTION Du marchÉ 6

3.1. Forme du marché. 6

3.2. Durée de validité du marché. 6

3.3. Neutralisation de périodes. 6

ARTICLE 4 – MONTANTS Du marchÉ ET DÉLAIS D’EXÉCUTION. 6

ARTICLE 5 – CORRESPONDANTS DES PARTIES. 7

5.1. Représentation de la personne publique. 7

5.2. Représentant du titulaire. 8

ARTICLE 6 - CONDITIONS D’EXÉCUTION. 8

6.1. Conditions générales d'exécution. 8

6.2. Dispositions particulières concernant le personnel du titulaire. 9

6.3. Clauses environnementales. 10

6.4. Clause sociale~~.~~ 10

6.5. Respect du droit du travail. 11

6.7. Documents à produire en cours d'exécution du marché. 11

6.8. Droits de propriété / utilisation des résultats / Concession du droit d'usage. 12

6.9. Réparation des dommages. 14

6.10. Assurance. 14

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS. 14

7.1. Généralités. 14

7.2. Déclaration de sous-traitance avant notification du marché. 15

7.3. Déclaration de sous-traitance après notification du marché. 15

7.4. Responsabilité du titulaire envers l’acheteur et le sous-traitant. 15

7.5. Modification dans la répartition entre titulaire et sous-traitant. 15

ARTICLE 8 – LIVRABLES. 15

ARTICLE 9 - OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION. 16

9.1. Opérations de vérification. 16

9.2. Admission. 16

9.3. Ajournement. 16

9.4. Réfaction. 17

9.5 Rejet 17

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ. 17

10.2. Type des prix. 17

10.3. Variation des prix. 17

10.4. Révision des prix. 17

10.6. Paiement de la TVA pour les prestations de services exécutées par un titulaire français. 18

10.7. Paiement de la TVA pour les prestations de service exécutées par un titulaire étranger. 18

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT. 18

11.1. Avance. 18

11.2. Modalités de paiement. 19

11.3. Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement. 20

11.4. Délai global de paiement. 22

11.5. Ordonnateur et comptable assignataire. 22

11.6. Cession et nantissement de créance. 22

11.7. Paiement des sous-traitants. 23

ARTICLE 12 – PÉNALITÉS. 23

12.1. Modalités de mise en œuvre des pénalités pour retard hors livrables associés à la protection des données à caractère personnel……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………. 23

12.2. Pénalités pour les livrables associés à la protection des données à caractère personnel 23

ARTICLE 13 – GARANTIES. 23

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ. 24

14.1. Confidentialité. 24

14.2. Protection du secret défense. 24

14.3. Dispositions relatives à l’accès aux emprises 24

ARTICLE 15 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES. 27

ARTICLE 17 – RÉSILIATION Du marchÉ. 29

17.1. Résiliation du marché. 29

17.2. Résiliation partielle. 29

ARTICLE 18 - RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS. 29

18.1. Recours gracieux. 29

18.2. Règlement amiable des litiges et des différends 30

18.3. Recours contentieux. 30

ARTICLE 19. DROIT ET LANGUE APPLICABLES AU PRÉSENT marchÉ. 30

19.1. Droit applicable 30

19.2. Usage de la langue française. 30

19.3. Monnaie. 30

ARTICLE 20 – DÉROGATIONS. 30

ANNEXE : ANNEXE TECHNIQUE 32

# ARTICLE 1 – PIÈCES CONTRACTUELLES.

Les présents documents contractuels sont soumis au code de la commande publique**.**

Le marché est régi par les documents suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

**1.1** Le présent cahier des clauses particulières valant acte d’engagement (CCP valant AE) et son annexe technique, et le cas échéant, l’annexe 2 « Déclaration de sous-traitance (DC4) ». Ces documents sontsignés par le titulaire et l’acheteur\*.

**1.2**. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (non joint aux pièces du marché mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance).

**1.3**. L'offre technique du titulaire.

\* Aucune valeur contractuelle n’est reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

# ARTICLE 2 - OBJET Du marchÉ.

Le présent marché a pour objet l’Observatoire n°**2026-04** intitulé : « **Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques** ».

Les prestations sont détaillées en annexe technique du présent CCP valant AE.

# ARTICLE 3 – DURÉE ET DÉLAIS D’EXÉCUTION Du marchÉ

## 3.1. Forme du marché.

Il s’agit d’un marché ordinaire.

Il comporte trois (3) postes forfaitaires (PF), précisés à l’article 4 du présent document.

## 3.2. Durée de validité du marché.

Le marché est conclu pour une période de douze (12) mois à compter de la date de notification. Il est reconduit tacitement deux (2) fois par périodes consécutives de douze (12) mois, sauf dénonciation par la personne publique.

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché en est informé par courrier recommandé avec accusé de réception deux (2) mois avant la date de reconduction.

## 3.3. Neutralisation de périodes.

Les durées prévues au marché s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation n’est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants).

# ARTICLE 4 – MONTANTS Du marchÉ ET DÉLAIS D’EXÉCUTION.

**Pour chaque période**, le montant du marché, se décompose de la manière suivante :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Poste** | **Libellé** | **Prix forfaitaire € HT** | **Prix forfaitaire € TTC** | **Délais d’exécution** |
| **PF1** | **Trois (3) rapports accompagnés de trois (3) synthèses exécutives en langue française et traduites en langue anglaise ainsi que les réunions de suivis** | ……… | ……… | T0/x+ douze (12) mois |
| *dont part du mandataire* | ……… | ……… |
| *dont part de « x »(membre du groupement)* | ……… | ……… |
| **PF2** | **Une (1) cartographie interactive sur les enjeux énergétiques et de défense** | ……… | ……… |
| *dont part du mandataire* | ……… | ……… |
| *dont part de « x » (membre du groupement)* | ……… | ……… |
| **PF3** | **Trois (3) réunions de restitutions orales des rapports et des cartographies** | ……… | ……… |
| *dont part du mandataire* | ……… | ……… |
| *dont part de « x »(membre du groupement )* | ……… | ……… |
|  | ……… | ……… |

T0 correspond à la date de notification du marché ;

Tx correspond à la date de reconduction de la période considérée.

**Les montants du marché se décomposent de la manière suivante :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **En € HT** | **En € TTC** |
| **Montant total du marché pour une période**  Le montant total du marché correspond au montant des postes forfaitaires (PF1+ PF2+PF3) pour une période de 12 mois. | ……… | ……… |
| *dont part du mandataire* | ……… | ……… |
| *dont part de « x » (membre du groupement)* | ……… | ……… |
| **Montant total du marché toutes reconductions comprises**  Le montant total du marché correspond au montant des postes forfaitaires (PF1+ PF2+PF3) sur la durée totale du marché (toutes reconductions comprises). |  |  |
| *dont part du mandataire* |  |  |
| *dont part de « x » (membre du groupement)* |  |  |

# ARTICLE 5 – CORRESPONDANTS DES PARTIES.

## 5.1. Représentation de la personne publique.

###### 5.1.1 L’acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/PI, l’acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché, et il est en particulier le seul pour les prolongations de délais émises en application de l'article 13.3 du CCAG/PI, les sursis de livraison, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, admission avec réfaction, rejet, résiliation, arrêt de l’exécution des prestations en application de l’article 22 du CCAG/PI, suspension de tout ou partie des prestations en application de l’article 24 du CCAG/PI).

Les coordonnées de l’acheteur sont :

**Secrétariat général de l’administration**

**Sous-direction de la préfiguration de l’agence ministérielle de gestion (SDPAMG) – PC04**

**60, boulevard du général Martial Valin**

**CS 21623**

**75509 PARIS CEDEX 15**

###### 

###### 5.1.2. Le service en charge du contrôle et du suivi de l’exécution du marché

La personne habilitée à suivre l’exécution des prestations est le chargé de mission sécurité énergétique de la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS) ou son représentant, dont les coordonnées sont les suivantes :

**Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie**

**Direction stratégie de défense, prospective et contre-prolifération**

**Département Politique et environnement de défense**

**DGRIS/DSPC/DPED**

**60, boulevard du général Martial Valin**

**CS 21623**

**75509 PARIS CEDEX 15**

###### 5.1.3. Le service en charge de la constatation du service fait du marché

La personne habilitée à établir la constatation du service fait, est le directeur de la direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) ou son représentant, dont les coordonnées sont les suivantes :

**Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS)**

**Direction stratégie de défense, prospective et contre-prolifération (DSPC)**

**Département Politiques et Environnement de défense (PED)**

**Sous-Direction Stratégie de Défense (SDSD)**

**Mobilisation et Appui à la Recherche Stratégique (MARS)**

**DSPC/PED/SDSD/MARS**

**60, boulevard du général Martial Valin**

**CS 21623**

**75509 PARIS CEDEX 15**

## 5.2. Représentant du titulaire.

**5.2.1**. En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/PI, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l’acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l’acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

**5.2.2.** Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l’acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influer sur le déroulement du marché.

**5.2.3.** Conformément à l’article 3.5 du CCAG/PI, le membre du groupement d’opérateurs économiques, désigné comme le mandataire, représente l’ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l’acheteur pour l’exécution du marché. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant.

# ARTICLE 6 - CONDITIONS D’EXÉCUTION.

## 6.1. Conditions générales d'exécution.

###### 6.1.1. Responsabilité du titulaire.

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément aux clauses prévues par le présent marché. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis.

###### 6.1.2. Lieux d'exécution.

Les prestations sont réalisées :

a) essentiellement dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique ;

b) dans les locaux de la personne publique en région parisienne à l’adresse mentionnée à l’article 5.1.2 du présent document.

###### 6.1.3. Moyens mis à la disposition du titulaire et leur assurance.

Il est fait application des articles 17 et 18 du CCAG/PI.

Les constats mentionnés à l’article 17 du CCAG/PI sont signés par l’autorité définie à l’article 5.1.2 du présent document et par le titulaire.

## 6.2. Dispositions particulières concernant le personnel du titulaire.

###### 6.2.1. Réalisation des prestations.

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du marché.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai l’acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

###### 6.2.2. Remplacement.

Par dérogation à l’article 3.4.3 du CCAG/PI, pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente, dans un délai d’un (1) mois à compter du premier jour de l’absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue.

Par dérogation à l’article 3.4.3 du CCAG/PI, l’intervenant remplaçant doit être agréé par la personne habilitée à établir la constatation du service fait, mentionnée à l’article 5.1 du présent document.

De même, toute évolution de la liste des intervenants et des suppléants éventuels mentionnée dans l’offre du titulaire doit être validée par la personne habilitée à établir la constatation du service fait (cf. article 5.1 du présent document).

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans le marché.

###### 6.2.3. Récusation du personnel du titulaire par la personne publique.

Par dérogation à l’article 3.4 du CCAG/PI, pendant toute la durée d'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution de cette prestation sans que sa décision ait à être justifiée. L’acheteur se réserve le droit de procéder à la récusation de tout personnel du titulaire en cas de comportement fautif.

Sans acceptation préalable de la personne habilitée à établir la constatation du service fait (cf. article 5.1), le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai d’un (1) mois. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

###### 6.2.4. Liens juridiques.

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, *etc.*).

Aucun lien de subordination entre les employés du titulaire et la personne publique ne doit s'établir.

## 6.3. Clauses environnementales.

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/PI, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et règlementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l’acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l’acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.

Par ailleurs, comme stipulé à l’article 8 du présent document, les livrables font l’objet d’une transmission dématérialisée.

Enfin, dans l’hypothèse où le titulaire est amené à remettre des supports papier au titre du présent contrat (lors des réunions par exemple), le papier recyclé doit être utilisé dès lors qu’il est disponible. A défaut, le papier utilisé doit être intégralement issu de forêts gérées durablement.

Dans l’hypothèse où le titulaire est amené à assurer des prestations de bouche, l’achat de plastique à usage unique est à proscrire. De plus, au moins 50 % des produits doivent être de qualité et durables, dont au moins 20% issus de l’agriculture biologique.

## 6.4. Clause sociale.

###### 6.4.1. Clause sociale du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l’exécution du présent marché : le dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d’activité, le monde de l’entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l’entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d’assurer l’accueil en stage non rémunéré d’un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d’exécution du marché.

Il n’y a pas d’obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu’il a accompagné.

###### 6.4.2 Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

###### 6.4.3 Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu’un militaire blessé est intéressé par un des domaines d’activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l’une ou plusieurs des modalités suivantes :

* une proposition de stage directement par l’entreprise titulaire ;
* une proposition de stage de l’un des membres du groupement en cas de groupement d’opérateurs économiques ;
* une proposition de stage d’un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l’exécution du marché.

En cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l’interlocuteur unique de l’acheteur pour le suivi d’exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l’interlocuteur unique de l’acheteur pour le suivi d’exécution du dispositif.

Le titulaire s’engage à communiquer à l’acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l’issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n’est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

* les domaines d’activités qu’il propose pour la réalisation d’un stage ;
* la localisation des sites concernés par l’exécution du marché (département et commune en France) ;
* leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
* les coordonnées du référent entreprise qui est l’interlocuteur de l’Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

Lorsqu’un militaire blessé est intéressé par l’un des domaines d’activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l’ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d’exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s’assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n’est pas gratifié par l’entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

###### 6.4.4 Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l’exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

* d’accompagner le titulaire :
  + dans l’expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l’entreprise ;
  + de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
  + d’identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d’activités proposés par le titulaire ;
* de s’assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
* d’informer l’acheteur :
  + lors de la signature d’une convention de stage ;
  + de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
  + de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

###### 6.4.5 Difficultés dans l’exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l’acheteur toute difficulté pour assurer l’accueil d’un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l’acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu’ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l’échéance du marché, Défense mobilité n’a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

## 6.5. Respect du droit du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations prévues par l'article 6 du CCAG/PI.

## 6.7. Documents à produire en cours d'exécution du marché.

###### 6.7.1. Titulaire établi en France.

Conformément à l’article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l’exécution du marché :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) numéro unique d'identification prévu par l'article L. 123-34 du code du commerce et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d’opérateurs économiques ;

b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

c) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

###### 6.7.2. Titulaire établi à l’étranger.

Conformément à l’article D. 8222-7 du code du travail, le titulaire s’engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l’exécution du marché :

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés supra sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

## 6.8. Droits de propriété / utilisation des résultats / Concession du droit d'usage.

###### 6.8.1 Application du CCAG/PI

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG/PI sont applicables et font parties intégrantes du marché.

###### 6.8.2 Objet de la cession

Par dérogation à l’article 35 du CCAG/PI, le titulaire du marché cède à titre exclusif à l’acheteur, conformément à l’article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle, l’intégralité des droits d’auteur sur les résultats, objet du marché.

###### 6.8.3 Droits cédés à l’acheteur

**6.8.3.1 Étendue des droits cédés**

Le titulaire du marché cède à l’acheteur les droits d'exploitation afférents aux résultats du marché, à titre exclusif et pour le monde entier, à compter de sa livraison et sous condition de sa réception, pour la durée légale des droits d'auteur, telle que cette durée est fixée d'après les législations tant française qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Le titulaire cède à l’acheteur le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger, et exploiter notamment par voie de sous-cession les livrables requis, en tout ou en partie.

Le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle est inclus dans le prix du marché.

Les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standard sont définies à l’article 32 du CCAG/PI. Le régime juridique qui leur est applicable est stipulé aux articles 33 et 34 du CCAG/PI.

Le titulaire garantit à l’acheteur qu’il détient les droits sur les connaissances antérieures détenues par des tiers et nécessaires aux prestations. L’acheteur peut lui demander les justificatifs à tout moment. Le coût des connaissances antérieures est inclus dans le prix du marché.

**6.8.3.2 Droits objets de la présente cession**

**Le droit de reproduction** s’entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d’enregistrer ou de faire enregistrer, d’adapter ou de faire adapter, sans limitation de nombre :

* par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour qu’ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment par voie d’imprimerie, de photocopie, de numérisation, de scan, de téléchargement et tout autre procédé de reproduction ;
* sur tous supports connus ou inconnus à ce jour qu’ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques, ou optiques tels que notamment les supports papier, les films tous millimétrages, ainsi que les disquettes, CD, CD-Rom, CDR, CD-RW, CDI, DVD, DVDRom, DVD-R, DVD-RW, vidéodisques, disques blue-ray, périphériques de stockage de masse (notamment clés USB, disques durs, amovibles ou non, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, e-book, tablettes tactiles.

Le droit de reproduction comprend également le droit d’éditer ou de faire éditer dans des journaux, magazines, etc.

Le droit de reproduction comprend encore le droit de mettre à disposition du public sur tous supports et par tous moyens.

**Le droit de représentation** s’entend du droit de communiquer au public, d’exposer, de représenter ou de faire représenter, ensemble ou séparément :

* par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour qu’ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques ;
* sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications notamment en vue de l’exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne ou tel qu’Internet, intranet, téléphonie mobile (notamment WAP, IMOD, Internet mobile, etc.), et/ou flux de syndication de contenus tel que le RSS, RSS2, ATOM (…), serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, e-book, tablettes tactiles et tout autre procédé analogue existant ou à venir qu’il soit informatique, numérique, télématique et de télécommunication.
* par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication et notamment par voie hertzienne terrestre, câbles par satellite, par réseau téléphonique filaire ou sans fil, par télévision numérique, que la diffusion soit en clair ou cryptée, gratuite ou payante ;
* dans toutes salles réunissant du public, payant ou non.

Le droit de représentation comprend également le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles ou copies, en version physique et/ou version numérique pour toute mise à disposition et communication au public.

**Le droit d’adaptation**, de modification et d’arrangement s’entend du droit de modifier les résultats et notamment de les intégrer au sein d’autres œuvres ou études, d’adapter les résultats sous forme d’éléments d’une œuvre ou étude collective ou d’une œuvre ou étude composite, et notamment :

* le droit d’intégrer et d’adapter dans une œuvre multimédia ou audiovisuelle ;
* le droit d’intégrer dans une base de données ou dans tout programme informatique ou d’adapter sous forme de base de données.

Dans tous les cas, le livrable, modifié ou arrangé peut être reproduit ou représenté dans les conditions définies aux paragraphes ci-dessus, du présent article.

Le droit d’adaptation, de modification et d’arrangement s’exerce dans le respect du droit moral de l’auteur.

6.8.3.3 Exploitation

La cession des droits telle que décrite ci-dessus est consentie par le titulaire du marché à l’acheteur pour toute exploitation ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire dans le cadre de campagnes de communication, actuelles ou à venir, du marché, interne ou externe, qu’elle ait lieu en France ou à l’étranger, à titre gratuit ou payant par l’acheteur ou un tiers. Les exploitations sont notamment la publication dans les journaux, magazines, revues, internes, régionales, nationales ou internationales, brochures, dépliants, plaquettes, prospectus, revues, dossiers de presse, communiqués de presse, chaînes de télévision internes, régionales, nationales ou internationales, réseaux internes, intranet et Internet, sur les sites de l’acheteur, tous sites d’information ou tous sites en lien avec les missions de service public de l’acheteur.

## 6.9. Réparation des dommages.

**6.9.1**. Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG/PI, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la personne publique par le titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par la personne publique du fait de l'exécution du marché sont à la charge de la personne publique.

**6.9.2**. Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l’acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la personne publique au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

**6.9.3**. Le titulaire garantit la personne publique contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel, y compris contre le recours des voisins.

## 6.10. Assurance.

**6.10.1**. Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG/PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l’acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

**6.10.2**. Conformément aux dispositions del’article 9.2 du CCAG/PI, il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de la garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l’acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

# ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS.

## 7.1. Généralités.

Conformément à l’article 3.6 du CCAG/PI, le titulaire peut sous-traiter l’exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l’acceptation du ou des sous-traitants par l’acheteur désigné à l’article 5.1 et de l’agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché.

L’acheteur peut, s’il le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l’acte spécial de sous-traitance.

Conformément aux dispositions de l’article R. 2193-9 du code de la commande publique, lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l’acheteur met en œuvre les dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du même code.

## 7.2. Déclaration de sous-traitance avant notification du marché.

La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification du marché et agrément de leurs conditions de paiement.

## 7.3. Déclaration de sous-traitance après notification du marché.

Si un sous-traitant est introduit en cours du marché, le titulaire a l’obligation de le déclarer et de faire agréer ses conditions de paiement.

Les demandes d’acceptation de sous-traitants doivent être adressées par lettre recommandée avec avis de réception ou courriel avec accusé de réception ou remises contre récépissé à l’acheteur désigné à l’article 5.1.1 ou son représentant.

A cette fin, le titulaire adresse une « Déclaration de sous-traitant »*.* Cette déclaration comprend les renseignements figurant à l’article R. 2193-1 du code de la commande publique.

## 7.4. Responsabilité du titulaire envers l’acheteur et le sous-traitant.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant le maître d'ouvrage de toutes les obligations de celui-ci (articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique).

Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Le titulaire du marché reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s’acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

## 7.5. Modification dans la répartition entre titulaire et sous-traitant.

Toute modification dans la répartition entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

# ARTICLE 8 – LIVRABLES.

Au titre des postes forfaitaires, **pour chaque période d’exécution**, les documents à fournir par le titulaire au titre du marché et les délais associés sont indiqués ci-dessous :

| **Poste** | **Numéro du livrable** | **Livrables** | **Echéance ou délais maximum (en mois et/jours calendaires)** |
| --- | --- | --- | --- |
| **PF1** | F1.y.z | Rapport et synthèse exécutive n°1 en langue française et traduite en langue anglaise | T0/X + 4 mois |
| F2.y.z | Rapport et synthèse exécutive n°2 en langue française et traduite en langue anglaise | T0/X + 8 mois |
| F3.y.z | Rapport et synthèse exécutive n°3 en langue française et traduite en langue anglaise | T0/X + 12 mois |
| F4.y.z | Registre des catégories d’activités de traitement « RGPD » visé à l’article 15.3.10 du présent CCP valant AE | Huit (8) jours avant chaque évènement |
| F5.y.z | Documentation « RGPD » visée à l’article 15.3.11 du présent CCP valant AE | Quinze (15) jours à compter de la demande faite par l’administration |
| **PF2** | F6.y.z | Une (1) cartographie interactive sur les enjeux énergétiques et de défense | T0/X + 12 mois |
| **PF3** | F7.y.z | Attestation de la réunion de restitution orale du rapport n°1 | Sept (7) jours ouvrés suivant la réunion |
| F8.y.z | Attestation de la réunion de restitution orale du rapport n°2 | Sept (7) jours ouvrés suivant la réunion |
| F9.y.z | Attestation de la réunion de restitution orale du rapport n°3 | Sept (7) jours ouvrés suivant la réunion et au plus tard à T0/X + 12 mois |

T0 correspond à la date de notification du marché ;

TX correspond à la date de reconduction de la période considérée ;

y : numéro de la période considérée ;

z : numéro du livrable sur la période considérée

Le nommage des fichiers est conforme aux règles édictées par le ministère des armées et communiquées lors de la réunion de lancement du présent marché.

Les livrables sont transmis en version électronique aux coordonnées qui sont précisées lors de la réunion de lancement du présent marché.

Les formats de remise des livrables numériques sont PPT, WORD et PDF dans leurs dernières versions.

Les livrables sont produits selon le modèle de charte graphique annexé au règlement de la consultation.

Il est à noter que l’administration se réserve le droit d’effectuer une analyse anti-plagiat des livrables du présent marché.

# ARTICLE 9 - OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION.

## 9.1. Opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/PI, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l’acheteur, par le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution du marché désigné à l’article 5.1.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, le délai imparti au service en charge du suivi de l'exécution du marché, désigné à l’article 5.1.2 du présent document, pour procéder aux opérations de vérification est de deux (2) moisà compter de la livraison du dernier livrable du lot de livraison.

Par dérogation à l’article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire n’est pas convoqué aux opérations de vérification*.*

## 9.2. Admission.

Par dérogation à l’article 29.1 du CCAG/PI, l’autorité chargée de prononcer l’admission sans réfaction des prestations est la personne mentionnée à l’article 5.1.2 du présent document. L’admission prend effet à la date de notification de la décision d’admission au titulaire.

En cas d’admission tacite, l’admission prend effet au terme d'un délai de deux mois.

## 9.3. Ajournement.

Conformément à l’article 29.2 du CCAG/PI, l’acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Par dérogation à l’article 29.2 du CCAG/PI, la décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau à l’acheteur les prestations mises au point dans un délai qu'elle fixe.

## 9.4. Réfaction.

Il est fait application de l'article 29.3 du CCAG/PI.

Par dérogation à l’article 29.3 du CCAG/PI, si le titulaire ne présente pas d’observations dans un délai de quinze jours suivant la décision d’admission avec réfaction, il est réputé l’avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l’acheteur dispose ensuite d’un délai de deux mois pour lui notifier une nouvelle décision.

## 9.5 Rejet

Il est fait application de l'article 29.4 du CCAG/PI.

**9.6 Destruction des données**

Conformément à l’article 31 du CCAG/PI, au terme de l’exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à la personne chargée du suivi et du contrôle de l’exécution du marché désignée à l’article 5.1.2 du présent document, une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation.

Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

# ARTICLE 10 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ.

Le marché est conclu aux prix définitifs précisés dans le présent CCP valant AE.

10.1. Contenu des prix.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations telles que :

- frais de restauration ;

- frais de documentation ;

- assurance ;

- transport jusqu’au lieu de livraison ;

- frais afférents à la cession des droits de propriété intellectuelle.

## 10.2. Type des prix.

Les prix sont forfaitaires.

## 10.3. Variation des prix.

Les prix sont révisables.

## 10.4. Révision des prix.

###### 10.4.1. Mois d’établissement des prix

Par dérogation à l’article 10.2.4 du CCAG/PI, les prix sont établis selon les conditions économiques en vigueur à la date de signature du présent marché par le titulaire.

###### 10.4.2. Modalités de révision des prix

En cas de reconduction, les prix sont révisés à T0 + 24 mois, T0 correspondant à la date de notification du marché.

Le montant révisé est obtenu par application de la formule suivante :

P = P0 [0,15 + 0,85 (Im / I0)]

dans laquelle :

* P = Prix de règlement (prix révisé) ;
* P0 = Prix au mois tel que défini à l’article 10.4.1 du présent document ;
* Im = désigne la dernière valeur connue, à la date de révision des prix, de l'indice du coût horaire du travail – Services, administratifs, soutien – identifiant 001565196 sur la Banque de données macro-économiques (BDM) de l’INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) ;
* I0 = désigne la valeur de l'indicedu coût horaire du travail – Services, administratifs, soutien – identifiant 001565196 sur la Banque de données macro-économiques (BDM) de l’INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) au mois tel que défini à l’article 10.4.1 du présent document.

Les modalités de révision de prix sont les suivantes :

- à la date de révision des prix, l’administration opère la révision de prix, telle qu’elle résulte de l’application du présent article. Elle en informe le titulaire ;

- pour les commandes réalisées après la révision de prix, le titulaire devra présenter des factures avec le montant hors taxe des prestations, le montant hors taxe révisé. Le titulaire joint également à sa facture le détail du calcul de révision de prix.

10.5. Unité monétaire – TVA.

La monnaie du présent marché est l’euro.

Les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

## 10.6. Paiement de la TVA pour les prestations de services exécutées par un titulaire français.

Les prestations exécutées au titre du présent accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

## 10.7. Paiement de la TVA pour les prestations de service exécutées par un titulaire étranger.

Le marché est établi hors taxes. Celles-ci sont payées directement par l’acheteur auprès de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP).

# ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT.

## 11.1. Avance.

###### 11.1.1. Calcul et montant de l'avance.

En application des dispositions de l’article R. 2191-3, R. 2191-15, du deuxième alinéa de l’article R. 2191-7 du code de la commande publique et de l’article A.11.1 du CCAG/PI, si le titulaire accepte le versement de l'avance, il lui est versé, dans le délai maximum fixé à l'article 11.4 du présent document, une avance égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, du marché divisée par la durée du marché exprimée en mois et diminuée du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application du troisième alinéa de l’article R. 2191-7 du code de la commande publique, le taux de l’avance est porté à 30 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise.

En application des dispositions de l’article R. 2191-5 du code de la commande publique, **le titulaire peut refuser le versement de l'avance. A cet effet, il doit cocher la case ci-dessous :**

** Je refuse le versement de l'avance**

* Sous-traitance.

En application des dispositions de l’article R. 2193-18 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant de prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées aux articles R. 2191-7 et R. 2191-8 du code de la commande publique, sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à l’article R. 2193-3 du code.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l’acheteur.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l’article R. 2191-11 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l’acheteur dès la notification de l'acte spécial.

###### 11.1.2. Remboursement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % des sommes dues au titulaire (acomptes ou règlements partiels définitifs).

Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

## 11.2. Modalités de paiement.

###### 11.2.1. Définition des lots de liquidation financière.

Chaque rapport accompagné de sa synthèse traduite en anglais, due au titre du poste forfaitaire (PF1), constitue un règlement partiel définitif égal à un tiers (1/3) du montant TTC dudit poste forfaitaire 1.

Chacun des postes forfaitaires 2 et 3 (PF2 et PF3) constitue un lot de liquidation financière.

###### 11.2.2. Acomptes et soldes.

Toutes les prestations, qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché et qui ne font pas l'objet d'un règlement partiel définitif, ouvrent droit à acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Sur sa demande écrite, et après attestation par la personne chargée de constater l'avancement des prestations, le titulaire a le droit dans les conditions prévues aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique ainsi que de l’article 11.2 du CCAG/PI au versement d'acomptes.

Si le service en charge du suivi et de l’exécution du marché, mentionné à l’article 5.1.2 du présent document, observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, l’acheteur peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, l’acheteur peut suspendre le droit à acompte jusqu'à nouvel avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Les acomptes doivent faire l'objet d'une demande de paiement dans les conditions prévues à l'article 11.3 du présent document.

Périodicité

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

En application des dispositions de l’article R. 2191-22 du code de la commande publique, cette durée estrapportée à un moislorsque le titulaire remplit les conditions.

###### 11.2.3. Paiement du solde et règlements partiels définitifs

Le solde de chaque lot de liquidation financière est payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

## 11.3. Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement.

###### 11.3.1 Modalités concernant le titulaire

Conformément à l’article 11.5.1 du CCAG/PI, la demande de paiement intervient après la décision d’admission.

Conformément à l’article L.2192-1 du code de la commande publique et à l’article 11.8 du CCAG/PI, les titulaires de marchés conclus avec l’Etat ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique. Cette obligation s’impose pour toutes les catégories d’entreprises.

Les factures papier seront retournées aux fournisseurs.

Conformément aux articles L.2192-5 et R.2192-3 du code de la commande publique, la transmission des factures sous forme dématérialisée s’effectue au moyen d’une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro ».

Les modes d’émission et de réception des factures sous « Chorus Pro » sont de trois ordres :

1° Un mode portail : Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : https://chorus-pro.gouv.fr/. Pour cette solution il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être déclaré auprès de l'AIFE. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée. Pour déposer sa facture, le fournisseur devra disposer du numéro d’engagement juridique du marché ou de la commande ainsi que du code service exécutant.

2° Un mode flux (EDI) correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du fournisseur ou de son prestataire et l'application informatique Chorus. La transmission de flux s'effectue selon l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS.

3° Un mode service (API), nécessitant l’implémentation dans le système d’information de l’entité publique d’un appel aux services mis à disposition par la solution Chorus Pro.

Toute autre procédure de transmission de factures dématérialisées par un fournisseur de l'Etat doit recevoir l'accord préalable du directeur général des finances publiques et du directeur du service à compétence nationale dénommé « Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat ».

Chaque facture doit impérativement comprendre :

* les mentions obligatoires listées à l’article D.2192-2 du code de la commande publique :
  + la date d'émission de la facture ;
  + la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  + le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  + la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  + la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
  + le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  + le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  + l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
  + le cas échéant, les modalités de règlement ;
  + le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
  + les factures comportent, en application de l'article R. 123-221 du code de commerce, le numéro d'identité de l'émetteur de la facture attribué à chaque établissement ou, à défaut, à chaque personne inscrite ;
* pour les marchés : le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique (**n° EJ court indiqué dans le mail de notification**) ;
* le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application "Chorus": **D0975HB075** ;
* le numéro SIRET de l’Etat : **110 002 011 00044**;
* la domiciliation bancaire imprimée sur la facture ou un relevé d’identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant au présent document.

En cas de problèmes concernant le paiement des factures, le titulaire peut s’adresser au bureau finances de la sous-direction de préfiguration de l’agence ministérielle de gestion à l’adresse suivante : [sga-sdpamg-bfin-fournisseurs.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:sga-sdpamg-bfin-fournisseurs.contact.fct@intradef.gouv.fr).

###### 11.3.2 Modalités concernant les demandes de paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct (montant ≥ 600 € TTC).

Conformément à l’article L.2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l’Etat ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Conformément à l’article R. 2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d’en assurer la réception et d’en déterminer la date ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord, ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l’acheteur.

Le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement de préférence par envoi dématérialisé par le biais de la saisine en ligne des factures sur le portail Chorus ou, s’il n’est pas en mesure de le faire, selon l'une des deux modalités définies dans les articles 2) et 3) de l’article 11.3.1 ci-dessus, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Les factures des sous-traitants doivent impérativement comprendre :

* les mentions obligatoires listées à l’article D.2192-2 du code de la commande publique :
  + la date d'émission de la facture ;
  + la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  + le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  + la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  + la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
  + le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  + le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  + l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
  + le cas échéant, les modalités de règlement ;
  + le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
  + les factures comportent, en application de l'article R. 123-221 du code de commerce, le numéro d'identité de l'émetteur de la facture attribué à chaque établissement ou, à défaut, à chaque personne inscrite ;
* pour les marchés : le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique (**n° EJ court indiqué dans le mail de notification**) ;
* le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application "Chorus": **D0975HB075** ;
* le numéro SIRET de l’Etat : **110 002 011 00044** ;
* la domiciliation bancaire imprimée sur la facture ou un relevé d’identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant au présent document.

Si, du fait du titulaire (adresse incomplète ou non conforme, etc.), les demandes de paiement ne sont pas adressées au service liquidateur intéressé, la date de réception prise en compte comme point de départ du délai de paiement est celle de la réception effective de la demande par le service liquidateur compétent.

## 11.4. Délai global de paiement.

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution de marché est fixé à 30 jours maximum conformément à l’article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement peut être interrompu par l’acheteur dans les conditions prévues aux articles R. 2192-27 à R. 2192-30 du code de la commande publique, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou du sous-traitant admis au paiement direct, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l’expiration du délai de paiement ou l’échéance prévue au contrat et d'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux dispositions des articles R. 2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à l’article D. 2192-35 du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires et l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Conformément à l’article R. 2192-15 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par l’acheteur correspond :

1° Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé (EDI), à la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture ;

2° Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification à l’acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Point de départ du délai de paiement des avances.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations qui correspondent à l'avance si un tel acte est prévu ou, à défaut, de la date de notification du contrat.

Point de départ pour les autres délais de paiement.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l’acheteur. Toutefois, conformément à l’article R. 2192-17 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de décision d’admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Pour le paiement des règlements partiels définitifs et du solde, conformément à l’article 11.7.1 du CCAG/PI, le titulaire ne peut envoyer la demande de paiement qu’à compter de la décision d’admission des prestations.

## 11.5. Ordonnateur et comptable assignataire.

L’ordonnateur chargé d’émettre des demandes de paiement est le sous-directeur de la préfiguration de l’agence ministérielle de gestion (SDPAMG).

Le comptable assignataire chargé des paiements est l’agent comptable des services industriels de l’armement (ACSIA) – Immeuble Vendôme III – 11, rue du Rempart – 93196 Noisy-Le-Grand.

## 11.6. Cession et nantissement de créance.

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articlesR. 2191-45 à R.2195-63 du code de la commande publique concernant la cession ou au nantissement des créances. La personne habilitée à fournir les renseignements visés à l’article R. 2191-60 du code est l’acheteur.

## 11.7. Paiement des sous-traitants.

* Paiement direct : paiement à 30 jours, dans les conditions précisées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique

Seul le sous-traitant direct a droit au paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant par le maître de l'ouvrage est obligatoire à partir de 600 € TTC.

Le sous-traitant bénéficie de l'avance dans les conditions de l’article 11.1.1 supra.

* Paiement indirect : obligation d'une caution personnelle et solidaire.

Si le sous-traitant ne bénéficie pas du paiement direct (montant sous-traité inférieur à 600 € TTC ou sous-traitant de second rang), c'est l'entrepreneur principal et non le maître de l'ouvrage qui paie le sous-traitant.

L'entrepreneur principal est tenu de délivrer au sous-traitant une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement, dans les conditions précisées à l'article 14 de la loi n° 75-1334du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

* Nantissement ou cession de créance.

Le sous-traitant admis au paiement direct peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance. Si la sous-traitance est déclarée en cours du marché l'exemplaire pour nantissement doit être restitué pour être modifié.

# ARTICLE 12 – PÉNALITÉS.

## 12.1. Modalités de mise en œuvre des pénalités pour retard hors livrables à la protection des données à caractère personnel

Par dérogation à l’article 14.1 du CCAG/PI, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Le titulaire est informé du montant des pénalités qu’il encourt par un courrier avec accusé de réception du bureau finances de la sous-direction de la préfiguration de l’agence ministérielle de gestion. Le titulaire peut présenter des observations à l’acheteur dans un délai de deux mois à compter de la réception de ce courrier. A défaut de réponse, l’application des pénalités est réputée acceptée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule :

P = V x R / 1000

Dans laquelle :

* P = le montant de la pénalité ;
* V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant du lot de liquidation financière concerné, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA ;
* R = le nombre de jours de retard calendaires.

**12.2. Pénalités pour les livrables associés à la protection des données à caractère personnel**

Par dérogation à l’article 14 du CCAG/PI, une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire est appliquée au titulaire, sans mise en demeure préalable, en cas de retard de livraison des livrables F4 y.z et F5 y.z définis dans le présent CCP valant AE.

# ARTICLE 13 – GARANTIES.

Aucune retenue de garantie financière ne sera appliquée à ce marché.

# ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ.

## 14.1. Confidentialité.

Il est fait application de l’article 5.1 du CCAG/PI.

## 14.2. Protection du secret défense.

**14.2.1.** Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s’engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l’exécution du contrat la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

**14.2.2.** **Le titulaire reconnaît :**

– avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;

– qu’il n’a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

**14.2.3.** Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l’ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

* avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
* qu’il n’a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

**14.2.4.** Le titulaire s’engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d’exécution des prestations.

**14.2.5.** Le titulaire s’engage à remettre à l’autorité contractante représentée par l’officier de sécurité du service désigné à l’article 5.1.2 du présent document la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d’exécution des prestations.

**14.2.6.** Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d’un personnel du titulaire.

**14.2.7.** Le non-respect ou l’inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d’une imprudence ou d’une négligence, peut entraîner le prononcé d’une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

## 14.3. Dispositions relatives à l’accès aux emprises

###### 14.3.1. Conditions d’accès aux locaux de la personne publique

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution sont affectés à l’autorité militaire ou placés sous son contrôle.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables et restent responsables du respect de celles-ci.

###### 14.3.2. Conditions d’accès au site pour les personnes physiques

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès par la personne publique.

Informations des personnels concernés :

Le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d’accéder aux locaux de la personne publique visés ci-dessus :

- qu’ils sont susceptibles, de faire l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant ne sont incompatibles avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.

- qu’ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l’établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n’accéder qu’aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Les éléments nécessaires à la réalisation de cette enquête administrative devront être communiqués par le titulaire dans le délai qui lui sera indiqué par l’autorité contractante. Le titulaire ne peut prétendre, ni à prolongation du délai d’exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix dans le cas où cette autorisation d’accès serait refusée ou ne serait accordée que tardivement faute d’avoir respecté les prescriptions énoncées ci-avant.

Le titulaire s’engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l’objet d’une autorisation d’accès.

###### 14.3.3. Conditions d’accès au site pour les véhicules

Les véhicules de livraison de biens ou de marchandises et les véhicules de service du titulaire et de ses sous-traitants seront systématiquement soumis à une inspection visuelle par les opérateurs de la société d’accueil-filtrage-gardiennage assurant la sécurité du site de Balard.

###### 14.3.4. Dispositions relatives à un terrain militaire

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution sont affectés à l’autorité militaire ou placés sous son contrôle et constituent des terrains militaires.

###### 14.3.5. Dispositions générales

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès transmise par écrit au titulaire par l’officier de sécurité du service désigné à l’article 5.1.2 du présent document. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées ci-dessous.

###### 14.3.6. Informations des personnels concernés

Le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d’accéder au terrain militaire visé ci-dessus :

- qu’ils sont susceptibles, de faire l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant ne sont incompatibles avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.

- qu’ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l’établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n’accéder qu’aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le titulaire s’engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront été préalablement fait l’objet d’une autorisation d’accès.

###### 14.4. Dispositions relatives à l’accès à une zone protégée

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution appartiennent à une Zone Protégée créée conformément à l’article 5.3.1.1 de l’instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l’arrêté du 09 août 2021 portant approbation de ladite instruction

###### 14.4.1. Dispositions générales

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès transmise par écrit au titulaire par l’officier de sécurité compétent. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées ci-dessous.

###### 14.4.2. Informations des personnels concernés

Le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent contrat ayant besoin d’accéder à la zone protégée :

- qu’ils feront l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant n’est incompatible avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.

- qu’ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l’établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n’accéder qu’aux seuls locaux et installations concernés par le contrat.

Le titulaire s’engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l’objet d’une autorisation d’accès.

###### 14.5. Dispositions relatives à l’accès à une Zone réservée

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution appartiennent à une Zone Réservée créée conformément à l’article 5.3.1.2 et à l’annexe 32 de l’instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l’arrêté du [09 août 2021 portant approbation de ladite instruction](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024892134); conformément audit articles, cette zone réservée appartient à une zone protégée telle que définie aux articles [L.413-7](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B9A04DE23A73F1D05B4726E0DCF57D29.tplgfr28s_1?idSectionTA=LEGISCTA000006165356&cidTexte=LEGITEXT000006070719&dateTexte=20181123) et [R. 413-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B9A04DE23A73F1D05B4726E0DCF57D29.tplgfr28s_1?idSectionTA=LEGISCTA000006165407&cidTexte=LEGITEXT000006070719&dateTexte=20181123) du code pénal.

**14.5.1. Dispositions générales**

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès transmise par écrit au titulaire par l’officier de sécurité du service désigné à l’article 5.1.2 du présent document. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées ci-dessous.

###### 14.5.2. Informations des personnels concernés

Le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d’accéder à la Zone réservée :

- qu’ils feront l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant n’est incompatible avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours ;

- qu’ils pourront, s’ils sont autorisés à accéder à Zone Réservée, y intervenir uniquement en présence des personnels du ministère employé dans ladite zone.

###### 14.6. Dispositions relatives à l’accès à un Point d’Importance Vitale

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution constituent un point d’importance vitale. Ce site relève de dispositions de contrôle et de protection spécifiques du code de la défense au regard de sa sensibilité.

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance des dispositions du code de la défense et notamment de l’article L. 1332-2-1 et les articles R. 1332-22-1 et suivants.

###### 14.6.1. Dispositions générales

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès transmise par écrit au titulaire par l’officier de sécurité du service désigné à l’article 5.1.2 du présent document. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées ci-dessous.

###### 14.6.2. Informations des personnels concernés

Le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d’accéder au Point d’Importance Vitale :

- qu’ils sont susceptibles, conformément aux dispositions applicables du code de la défense, de faire l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant sont incompatibles avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 26 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

- qu’ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l’établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n’accéder qu’aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le titulaire s’engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront été préalablement fait l’objet d’une autorisation d’accès.

# ARTICLE 15 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES.

**15.1. Objet**

Conformément à l’article 5.2 du CCAG/PI, les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s’engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel dans les conditions définies ci-après.

**15.2. Description du traitement**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s’engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données.

Dans le cadre de l’observatoire n°2026-04 intitulé « Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques », le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : organisation des réunions de restitution, des conférences et diffusion de documents.

La nature des opérations réalisées sur les données est le traitement de ces informations pour l’exécution des tâches et des prestations du présent marché et plus spécifiquement l’envoi d’invitation et d’information relative aux évènements ainsi que la maîtrise des données de participation.

Les finalités du traitement sont l’exécution des prestations citées supra dédiées à l’observatoire n°2026-04 intitulé : Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques.

Les données à caractère personnel traitées sont : les biodatas des participants (nom, prénom, courriel électronique) ainsi que les coordonnées de leur entité d’appartenance (numéro de téléphone, adresse, fonction exercée au sein de l’entité).

Les catégories de personnes concernées sont : personnels du ministère et d’autres ministères, des personnalités expertes dans leur domaine, françaises ou étrangères.

Pour l’exécution du service objet du présent marché, le responsable de traitement pourra mettre à disposition lors de la réunion de lancement la liste des personnes attendues pour chaque évènement.

**15.3. Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement**

**15.3.1. Confidentialité des données**

Le titulaire s'engage à :

* traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l’objet du marché ;
* traiter les données conformément aux instructions du responsable de traitement.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l’Union ou du droit de l’État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Il ne doit pas procéder au transfert des données sans avoir obtenu l’autorisation préalable du responsable de traitement.

* garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
* veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  + s’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  + reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
* prendre en compte, s’agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

**15.3.2. Sous-traitance de niveau 2**

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l’ajout ou le remplacement d’autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l’identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d’un délai minimum de sept (7) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire du marché de s’assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l’exécution par l’autre sous-traitant de ses obligations.

**15.3.3. Droit d’information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l’information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

**15.3.4. Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s’acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d’exercice des droits des personnes concernées (en particulier : droit d’accès et de rectification).

**15.3.5. Violation des données**

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dès qu’il en a connaissance, par le moyen d’un appel téléphonique accompagné d’un courriel envoyé au responsable de traitement et à la personne habilitée à suivre et à contrôler l’exécution des prestations dont les coordonnées sont précisées à l’article 5.1.2 du présent document lors de la notification du présent marché.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL. Le titulaire est tenu de communiquer au responsable de traitement toute information complémentaire, nécessaire à la notification.

La notification des violations est transmise à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des Armées.

**15.3.6. Analyse d’impact**

Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation d’analyses d’impact relative à la protection des données.

Le titulaire conseille le responsable de traitement en cas de consultation de la CNIL sur l’analyse d’impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des Armées.

**15.3.7. Sécurité des données**

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurisation des données nécessaires :

- les données sont pseudonymisées ;

- les droits d’accès aux données sont limités aux seules finalités qui font l’objet du contrat.

**15.3.8. Devenir des données au terme de la prestation**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s’engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi doit s’accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d’information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

**15.3.9. Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s’il en a désigné un conformément à l’article 37 du règlement européen sur la protection des données.

**15.3.10. Registre des catégories d’activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d’activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

* le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
* les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
* une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  + la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  + des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  + des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  + une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
* Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

Le titulaire doit transmettre ce registre huit (8) jours calendaires avant chaque évènement au responsable de traitement.

**15.3.11. Documentation**

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Le titulaire dispose à cette fin d’un délai de quinze (15) jours à compter de la demande écrite formulée par la personne mentionnée à l’article 5.1.2.

# ARTICLE 17 – RÉSILIATION Du marchÉ.

## 17.1. Résiliation du marché.

L’acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

En complément de l’article 39 du CCAG/PI, lorsque le titulaire est placé dans l’une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l’exclure d’un marché public, l’acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire pour ce motif et sans mise en demeure préalable, sauf dans le cas où le titulaire fait l’objet d’une procédure de redressement judiciaire instituée par l’article L. 631-1 du code de commerce, et à condition qu’il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

Conformément à l’article 27 du CCAG/PI, l’acheteur peut faire procéder par un tiers à l’exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d’inexécution par ce dernier d’une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas du marché prononcé aux torts du titulaire.

## 17.2. Résiliation partielle.

L’acheteur peut résilier une partie des prestations objet du marché, correspondant à un ou plusieurs lots de liquidation pour un des motifs visé ci-dessus.

La résiliation partielle donne lieu à un décompte de résiliation intégrant les indemnités y afférent le cas échéant.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours suivant la notification de la décision pour émettre des observations.

# ARTICLE 18 - RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS.

## 18.1. Recours gracieux.

Conformément au chapitre 8 du CCAG/PI, l’acheteur et le titulaire s’efforcent de régler à l’amiable tout différend éventuel relatif à l’interprétation des stipulations du marché ou à l’exécution des prestations objet du marché.

Par dérogation à l’article 43.3 du CCAG/PI, l’acheteur dispose d’un délai de quatre mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L’absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

## 18.2. Règlement amiable des litiges et des différends

Tout litige ou différend survenant à l’occasion d’un marché peut être soumis par l’opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l’achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation. Le titulaire peut contacter le médiateur des entreprises du ministère des armées à l’adresse suivante : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr).

Le titulaire est incité à soumettre tout différend qui l’oppose à l’acheteur à un comité consultatif de règlement amiable des différends, dans les conditions prévues à l’article R. 2197-1 du code de la commande publique et à l’article 43 du CCAG/PI.

## 18.3. Recours contentieux.

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Conformément aux dispositions l’article R. 312-11 du code de justice administrative, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal administratif du lieu d’exécution prévu du marché. Le tribunal compétent est :

**Tribunal administratif de Paris**

**7 rue de Jouy**

**75181 PARIS Cedex 4.**

# ARTICLE 19. DROIT ET LANGUE APPLICABLES AU PRÉSENT marchÉ.

## 19.1. Droit applicable

La loi française en vigueur est la seule applicable au présent marché.

En cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

## 19.2. Usage de la langue française.

Les dispositions de la loi n°94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française ainsi que celles de la circulaire du Premier ministre du 6 mars 1997 relative à l'emploi du français dans les systèmes d'information et de communication des administrations et établissements publics de l'Etat s'imposent au présent marché.

De ce fait, tout rapport, toute documentation et toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

## 19.3. Monnaie.

La monnaie de compte du présent marché est l'euro.

# ARTICLE 20 – DÉROGATIONS.

L’article 6.2.2 « Remplacement » déroge aux dispositions de l’article 3.4.3 du CCAG/PI.

L’article 6.2.3 « Récusation du personnel du titulaire par la personne publique » déroge aux dispositions de l’article 3.4 du CCAG/PI.

L’article 6.8.2 « Objet de la cession » déroge aux dispositions de l’article 35 du CCAG/PI.

L’article 9.1 « Opérations de vérification » déroge aux dispositions des articles 28.1, 28.2 et 28.5 du CCAG/PI.

L’article 9.2 « Admission » déroge aux dispositions de l’article 29.1 du CCAG/PI.

L’article 9.3 « Ajournement » déroge aux dispositions de l’article 29.2 du CCAG/PI.

L’article 9.4 « Réfaction » déroge aux dispositions de l’article 29.3 du CCAG/PI.

L’article 10.4.1 « Mois d’établissement des prix » déroge aux dispositions de l’article 10.2.4 du CCAG/PI.

L’article 12.1 « Modalités de mise en œuvre des pénalités pour retard » déroge aux dispositions de l’article 14.1 du CCAG/PI.

L’article 12 .2 « Pénalités pour les livrables associés à la protection des données à caractère personnel » déroge aux dispositions de l’article 14 du CCAG/PI.

L’article 18.1 « Recours gracieux » déroge aux dispositions de l’article 43.3 du CCAG/PI.

# ANNEXE : ANNEXE TECHNIQUE

1. **Présentation du contexte du marché**

L’observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques s’inscrit dans un contexte dans lequel le ministère des Armées se prépare à l’hypothèse d’une crise voire d’un engagement majeur (HEM) et, d’autre part, poursuit son adaptation à la transition énergétique, qui demeure un enjeu majeur.

L’invasion russe de l’Ukraine, le 24 février 2022, acte le retour de la guerre de haute intensité sur le continent européen. Ce conflit multimilieux-multichamps (M2MC) met particulièrement en lumière la fragilité du secteur énergétique, tant sur le plan de la protection de ses infrastructures, que sur celui de la vulnérabilité des approvisionnements.

« Gagner la guerre avant la guerre, tout en étant apte à s’engager dans un affrontement de haute intensité ». Plus que jamais, la vision stratégique du chef d’état-major des armées doit répondre à des enjeux majeurs dans un monde confronté à des bouleversements conséquents en matière d’énergies :

L’augmentation de la demande énergétique, et en particulier d’électricité, la compétition accrue pour l’accès et le contrôle des ressources naturelles (énergétiques et minérales) sont autant d’enjeux auxquels la France et l’Union européenne (UE) doivent faire face. Dans cet environnement, la France et l’UE doivent répondre à un double impératif :

-1) sécuriser les approvisionnements énergétique (plan REpowerUE) ;

-2) respecter les engagements pris dans la lutte contre le changement climatique (Accord de Paris, Fitfor55).

Mais la question de la sécurité énergétique européenne et française fait l’objet d’une instrumentalisation croissante par un certain nombre d’acteurs étatiques, y compris par les compétiteurs stratégiques et adversaires, comme instrument de pression (ex : Russie, Chine), d’influence économique (Etats-Unis), de négociation (ex : Turquie), et de rééquilibrage des rapports de forces (ex : Azerbaïdjan). Les rivalités de puissances pour l’accès et le contrôle des ressources, des flux et des infrastructures de transports énergétiques poseront des défis pour les forces armées. En parallèle, les effets du changement climatique se multiplient et s’aggravent. Ce contexte pousse le ministère des armées à se positionner comme acteur de la transition énergétique avec pour objectif d’en faire un atout opérationnel, en gagnant en performance et en résilience.

Même si d’importantes disparités existent d’un pays à un autre, la part des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon) va rester majoritaire dans le mix énergétique mondial à moyen-terme, idéalement et progressivement remplacées par des énergies non-carbonées. Dans un contexte d’accroissement des tensions, les routes commerciales, les points de transit, les détroits, les terminaux et les infrastructures énergétiques critiques redeviennent des cibles de choix par des acteurs étatiques et non-étatiques (groupes armés), pouvant affecter la sécurité énergétique européenne et française. Ainsi, la sécurisation des flux d’approvisionnement et la sûreté de l’accès à l’énergie opérationnelle, majoritairement fossile, constitue un enjeu majeur pour les armées, d’autant que les grandes régions productrices d’hydrocarbures (Moyen-Orient, Russie, Asie centrale, Méditerranée orientale, Afrique) connaissent de fortes tensions géopolitiques.

La question de la sécurité maritime liée aux enjeux énergétiques gagne en importance avec le nombre croissant d’explorations et d’exploitations des ressources d’hydrocarbures situées en haute mer (Arctique, mer Méditerranée, canal du Mozambique, mer Noire), et avec le développement rapide de nouveaux vecteurs énergétiques (GNL, hydrogène ou encore ammoniaque) en ce qui concerne le transport. L’utilisation progressive mais croissante des énergies marines (énergies marémotrices, culture d’algues pour les biocarburants, champs d’éoliennes off-shore…) engendre des problématiques nouvelles en termes de sécurité et de diplomatie.

La prise en compte de l’accélération du changement climatique, du déclin tendanciel des découvertes pétrolières et gazières ainsi que des incertitudes quant aux perspectives de production confirme la nécessité de se tourner vers des sources d’énergies alternatives. La mise en œuvre des politiques de transition énergétique (efficacité énergétique, emploi accru d’énergies renouvelables et du numérique) font apparaître de nouvelles vulnérabilités (cyberattaques, captation des données) et de nouvelles dépendances sur les filières de la transition énergétique, tant en termes de matières premières qu’en savoir-faire industriels.

Vecteur de dépendance et enjeu de souveraineté, l’accès aux minerais stratégiques nécessaire au développement des filières bas-carbone et à la fabrication des équipements numériques (batteries, panneaux solaires, éoliennes et objets numériques…) est indispensable aux activités industrielles aussi bien dans le secteur énergétique que dans celui de la défense. Bien que la consommation en volume soit marginale en comparaison des besoins du secteur civil, les besoins très particuliers de l’industrie de défense en minerais critiques soulèvent ainsi la question non seulement de leur disponibilité, mais également de la sécurisation des technologies essentielles à leur transformation. Il existe actuellement une compétition normative, économique et politique accrue entre les grandes puissances (Etats-Unis, Russie, Chine et l’Union Européenne) pour le contrôle des filières industrielles stratégiques.

Le contexte présenté ci-dessus, doit pousser les Etats à réfléchir à des solutions alternatives, comme celle de la sobriété énergétique.

1. **Présentation de la problématique**

L‘accès à l’énergie est l’un des piliers de la puissance des nations. Au cours de la dernière décennie, de grands bouleversements géopolitiques et énergétiques ont redistribué les cartes entre les grandes puissances. L’Accord de Paris sur le climat visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d’ici à 2100 imposerait de réduire au minimum de 70% les émissions globales de CO2 d’ici 2050. Pour atteindre l’objectif de neutralité carbone d’ici 2050, les pays adoptent des politiques de transition énergétique visant à décarboner la production d’électricité et la mobilité avec l’utilisation des énergies non carbonées, ce qui marque un tournant dans l’ère pétrolière. De nombreuses questions restent néanmoins en suspens.

Portée par la croissance économique des pays en développement, la consommation d’énergie devrait continuer à augmenter d’ici 2050. La mise en œuvre d’énergies renouvelables (particulièrement solaires), devrait participer à répondre à la demande. De son côté, la consommation d’énergie fossile devrait, selon les scénarios les plus communs, continuer à augmenter jusqu’en 2035 pour atteindre un plateau, qui pourrait commencer à décroitre en 2045. Cette situation générera une compétition accrue pour les ressources énergétiques dans un contexte d’insécurité grandissante dans les zones de production et de transit maritime. La transition énergétique, qui s’accompagne d’une révolution numérique, engendre de nouvelles tensions, dépendances et vulnérabilités en matière de ressources minérales (terres rares, métaux stratégiques etc.), indispensables à la fabrication des technologies bas-carbone (batteries, panneaux solaires, éoliennes…) et des équipements numériques (smart-grids, semi-conducteurs, objets numériques, etc.). La concurrence pour l’accès à ces ressources et aux savoirs faires industriels s’avère problématique pour un certain nombres d’Etats de l’UE et pour la France. La question de la sobriété énergétique, vecteur d’une potentielle géopolitique et diplomatie, devra alors être discutée.

Dans ce contexte, la position européenne est fragile : l’UE est fortement dépendante sur l’ensemble de ses approvisionnements et engagée dans la transition énergétique couteuse et complexe à mettre en œuvre. Grâce à son programme nucléaire, la France échappe partiellement à ces difficultés, mais devra faire face au vieillissement et au renouvellement de ses centrales dans un avenir à moyen terme.

Les armées seront inévitablement concernées par ces évolutions tant géopolitiques qu’environnementales et matérielles. Sur le plan militaire, l’absence d’alternative technologiques suffisamment mature à horizon 2050 obligera les armées à conserver les carburants liquides (fossiles ou de synthèse) comme énergie principale pour sa mobilité ainsi qu’en opérations.

L’observatoire doit s’interroger sur la problématique suivante : **Dans quelle mesure les stratégies énergétiques des grandes puissances que sont la Chine, la Russie, l’Union européenne et les Etats-Unis dans un contexte de transition énergétique génèrent-elles des effets de divergences et de convergences, d’interdépendances et de compétitions ?**

L’analyse de cette problématique doit être traitée à partir **d’une analyse prospective et stratégique** sur des thèmes transverses (instrumentalisation de la ressource, sécurité des approvisionnements, stratégies d’exportation et d’investissement) au sein des différentes régions (Moyen-Orient, Baltique, Asie Centrale, Méditerranée orientale, etc.).

1. **Objectifs de l’observatoire**

* **Accroitre les connaissances et la capacité d’anticipation du ministère des Armées sur les évolutions énergétiques et leurs conséquences géopolitiques et stratégiques** (instrumentalisation des ressources et de la question de la sécurité énergétique européenne et française par les compétiteurs stratégiques/adversaires, risques sur les flux d’approvisionnements et les infrastructures énergétiques critiques, apparition de nouvelles voies d’approvisionnement et de nouveaux producteurs, nouvelles logiques de dépendances, accès aux technologies nécessaires à la transition énergétique).
* **Comprendre et analyser les stratégies énergétiques des grandes puissances** et prendre en compte les impacts de la transition énergétique dans les politiques nationales (Etats-Unis, Chine, Russie) et les modes d’action des entreprises au sein des régions stratégiques (Moyen-Orient, Asie centrale, Arctique/Baltique, Méditerranée, Afrique, Asie).
* **Contribuer aux travaux cartographiques sur les enjeux énergétiques et de défense.** La réalisation cartographique est un outil indispensable pour accompagner la réflexion sur les enjeux énergétiques et de défense. L’objectif est de proposer une cartographie interactive la plus complète possible des intérêts énergétiques des différents acteurs (chinois, russes, américains) au sein des régions stratégiques, ainsi que des zones de tensions et des risques. L’observatoire énergie veille à enrichir et étendre les travaux de cartographie déjà mis en place pour les premières cartographies de filière (batterie, hydrogène, nucléaire civil) réalisées dans les deux premiers observatoires.
* **Produire une analyse prospective et stratégique** sur les enjeux énergétiques **et de défense**, dans les zones productrices historiques et croissantes, et leurs conséquences sur la sécurité énergétique européenne et française.

1. **Caractéristiques des prestations attendues**

Pour chaque période, les prestations prévues au titre du présent marché sont les suivantes :

**4.1 Poste forfaitaire 1 (PF1) : trois (3) rapports et trois (3) synthèses exécutives en langue française et traduites en langue anglaise ainsi que les réunions de suivis.**

Chaque rapport, transmis par le titulaire au pilote, doit se concentrer sur un sujet précis relatif aux enjeux énergétiques et de défense, identifié par le pilote de l’observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques (OSFME). Le rapport doit contenir une analyse prospective avec une comparaison des stratégies des Etats-Unis, de la Chine ou de la Russie au sein d’une région spécifique ou bien faire l‘objet d’une étude comparative (ex : compétition entre les grandes puissances en mer Baltique). Un focus sur les stratégies et les conséquences pour l’Union Européenne et la France doit être apporté. Le rapport doit être de 50 pages maximum, composé d’infographies et d’annexes (fiche pays/acteurs, tableaux, graphiques).

Les sujets des rapports sont déterminés lors d’une réunion de lancement avec le titulaire.

En complément, les rapports doivent être accompagnés de synthèses exécutives en langue française et traduites en langue anglaise de 6 pages maximum, comprenant des cartographies, également traduites en langue anglaise.

Au titre du poste forfaitaire 1, le titulaire chiffre les coûts des réunions inscrites à l’article 5 de l’annexe technique du CCP valant AE.

* 1. **Poste forfaitaire n°2 : une (1) cartographie interactive sur les enjeux énergétiques et de défense**

La cartographie constitue un excellent outil d’aide à la compréhension des enjeux et à la prise de décision. L’objectif est d’enrichir et de continuer les travaux cartographiques sur les enjeux énergétiques et de défense, en proposant un outil de cartographie interactif la plus complète possible sur les intérêts énergétiques des différents acteurs (chinois, russes, américains) au sein des régions stratégiques, zones de tensions. La question de la sécurité des approvisionnements européens et français et de leur origine devra être un angle de réflexion privilégié.

Pour se faire, tous les livrables sont illustrés par des cartes problématisées et « détachables » de l’outil interactif mis en place (3 cartographies pourront être détachées de l’outil pour illustrer chaque rapport). L’outil interactif de cartographie doit ainsi être alimenté par les recherches et mis à jour 3 fois par an, soit à chaque réception des rapports.

Il semble pertinent de travailler avec un spécialiste de la cartographie en partenariat avec un spécialiste des questions géopolitiques et énergétiques.

Le titulaire doit mettre à disposition l’outil de cartographie interactive au pilote de l’observatoire côté MINARM via un code d’accès.

**4.3 Poste forfaitaire n°3 : organisation de trois (3) réunions de restitutions orales des rapports et des cartographies**

Ces restitutions orales ont pour objectif de présenter les rapports et cartographies réalisés par le titulaire, ainsi que d’accueillir des interventions d’experts du domaine traité (doctorants, chercheurs, spécialistes du secteur énergétique, représentants institutionnels).

Elles rassemblent le pilote de l’OSFME de la DGRIS, les acteurs du MINARM invités au sein de l’EMA, de la DGA et du SGA, ainsi que d’autres acteurs interministériels et du secteur privé. Le pilote de l’OSFME est chargé de diffuser à son réseau énergie en interne MINARM et en interministériel l’invitation aux réunions de restitution orale.

Ces restitutions orales visent à renforcer le réseau énergie et à favoriser les synergies entre chercheurs, experts, professionnels du secteur et institutions. Elles doivent être synthétiques (30 minutes de présentation, suivies d’1 heure de questions/réponses), et s’appuyer sur des supports visuels tels qu’infographies et cartographies. Ils sont ouverts à un public large, identifié en amont, et proposés en format hybride (présentiel + visioconférence). Le séminaire de restitution est organisé par le prestataire, en coordination avec le pilote de l’observatoire, qui en fixe la date et choisit les intervenants.

Le titulaire accueille les réunions de restitution orales dans ses locaux, et doit pouvoir accueillir entre 20 et 30 participants comprenant titulaire et pilote de l’OSFME. Le lieu doit être équipé d’un dispositif de visioconférence.

Les éventuelles charges liées à l’organisation sont prises en charge par le titulaire. Les charges associées à l’organisation sont des frais de bouche (boissons, cafés et viennoiserie). Il n’y a pas de frais de transport ou d’hébergement. Pour ceux ne pouvant pas assister en présentiel, un lien vision est mis en place.

**5. Réunions de suivis**

L’ensemble des réunions, mentionnées ci-dessous, sont organisées par les pilotes de l’observatoire, se déroulent au sein des locaux du ministère des Armées, durent 2h maximum et rassemblent le pilote et le titulaire de l’observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques (OSFME) :

* **Une réunion de lancement du marché** au plus tard1 mois après la notification du marché**.** Elle a pourobjectif de présenter les différents rapports envisagés, et la stratégie de publication.
* **Une réunion de cadrage pour chaque rapport. La première aura lieu** au plus tard 2 mois après la notification du marché**.** Elle est organisée pour le lancement de chaque rapport afin de présenter les attendus et le cahier des charges du Ministère des Armées aux prestataires pour chaque rapport.
* **Une réunion de suivi pour chaque rapport**. Elle permetau titulaire de présenter le plan du rapport afin qu’il soit dans les 2 semaines suivantes, modifié et/ou validé par le pilote de l’observatoire.
* **Une réunion de bilan annuel du marché** au plus tard 12 mois après la notification du marché**.** Elle a pour objectif de présenter les bilans d’étape et le cadrage des rapports pour l’année à venir.
* **Une réunion de clôture,** en cas de reconduction quel que soit le nombre de reconduction, est organisée dans le dernier mois du contrat afin d’effectuer un bilan global du marché. En cas de non reconduction, la réunion de bilan annuel fait office de réunion de clôture.

**Les comptes rendus sont rédigés par le pilote DGRIS de l’observatoire.**

1. **Exigences relatives à la composition de l’équipe projet**

Les exigences relatives à la composition de l’équipe projet sont les suivantes :

* Présence de spécialistes sur les questions énergétiques ;
* Présence d’un/e doctorant (e) ou post-doctorant(e) travaillant sur les enjeux liés à l’énergie, aux ressources naturelles (énergétiques et minérales) et/ou aux flux (transport, données).
* Présence des chercheurs en géopolitique, relations internationales, géographie et/ou géo économie ;
* Présence d’un ou deux spécialistes régionaux, sur les régions suivantes : Eurasie (Russie, Chine, Asie centrale, Europe), ANMO, Amérique du Nord.

**Observatoire n°2026-04 intitulé : observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques**

|  |
| --- |
| **LE TITULAIRE 1** |
| **CADRE RÉSERVÉ A L’ADMINISTRATION** |
| L’acheteur  Fait à Paris, le |

*[1] : Dater et signer, indiquer également les nom, prénom et qualité du signataire.*